

**ÉDITORIAL**

SERGE QUOIDBACH

Pour la KUL, les mesures politiques ont créé de l'emploi

# La guerre stérile des chiffres

**C**onjoncture ou mesures gouvernementales? Le débat fait rage entre ceux qui estiment que l'emploi créé en Belgique est simplement le fruit de la première, et ceux qui martèlent qu'il a bénéficié des secondes. Deux économistes affiliés à la KULeuven ont tenté d'y voir plus clair. Selon eux, plus de la moitié des emplois créés dans le secteur privé est le fruit de mesures du gouvernement Michel. Des conclusions qui seront rejetées par ceux qui pointent les prix peu élevés de l'énergie en début de législature. Ou par ceux qui y voient l'effet cumulé de l'argent bon marché créé par la politique monétaire de la Banque centrale européenne. Ou encore par ceux qui...

Peu importe.

Évidemment, le politique a un rôle à jouer. Il fixe le cadre à l'intérieur duquel les acteurs économiques se déploient, créent de la richesse et sollicitent l'emploi. Évidemment, la conjoncture est nécessaire. Elle est le carburant du moteur entrepreneurial. L'un prime-t-il sur l'autre? C'est tout l'enjeu de ce combat stérile qui occupera encore la campagne d'ici le 26 mai, mais qui ne verra émerger aucun vainqueur.

**Aucune conjoncture économique favorable ne parviendra à pallier de mauvaises décisions politiques.**

Et pourtant. La question de l'emploi mérite davantage que ces guerres de chiffres qui, bien souvent, n'attaquent la problématique que par le petit bout de la lorgnette, et ne permettent pas d'avoir une vue globale de la situation. L'étude de la KUL évoque les mesures fédérales, mais il est cocasse de constater qu'à notre connaissance, aucune étude scientifique ou avancée par le monde politique ne met en perspective l'impact des aides à l'emploi (notamment les groupes cibles) qui ont été régionalisées lors de la sixième réforme de l'État. Ce genre de sujet est pourtant central si on veut, de manière sereine et objective, préparer correctement une septième réforme de l'État. Car une chose est sûre: aucune conjoncture, toute favorable soit-elle, ne parviendra à pallier de mauvaises décisions politiques. Pas besoin de chiffres pour le prouver.